

ou 22,000 et que nous ne consacrons pas tout notre temps à la culture des pommes de terre.

M. A. K. MACLEAN: Quelle quantité votre comté pourrait-il produire?

M. CARVELL: Il pourrait en produire 6, 8 ou peut-être 10 fois plus et il les produirait, si nous avions un marché pour les écouler.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

### Reprise de la séance.

M. CARVELL: Au moment où la séance a été suspendue, j'expliquais les raisons qui ont donné lieu à l'interdiction de nos pommes de terre sur le marché des Etats-Unis.

Lorsqu'on l'a soulevée, au mois de décembre dernier, certaines personnes de la province du Nouveau-Brunswick—je mentionne cette province parce que ce problème l'intéressait grandement—furent portées à traiter cette question comme une question politique. Par toute la partie occidentale de la province du Nouveau-Brunswick, nous avons ce qu'on appelle l'association des exportateurs de pommes de terre, composée d'environ vingt-quatre personnes qui se livrent à ce commerce. Au cours du mois de décembre, ces gens ont tenu un certain nombre d'assemblées et, tel que je le dis, quelques-uns de ces exportateurs et quelques-uns des fonctionnaires du gouvernement provincial étaient prêts à discuter cette affaire comme une question politique. Cela se passait peu de temps avant qu'il nous fût donné d'entendre, au cours de bataille engagée sur la réciprocité; le même vieux cri: Nous ne voulons pas du marché américain; il ne vaut rien pour nous—arguments semblables à ceux invoqués cet après-midi par l'honorable député de Muskoka. Une assemblée eut lieu dans la ville où je demeure. A cette réunion assistèrent les exportateurs, les représentants du gouvernement provincial et un représentant du Gouvernement fédéral, dans la personne du docteur Gussow dont on a mentionné ici le nom, à deux ou trois reprises différentes. Les journalistes furent exclus de cette assemblée, je ne sais pourquoi, mais on leur a dit que leur présence n'était pas à désirer. Quand il fut question d'essayer de faire lever cette interdiction et d'obtenir, à nouveau, l'accès au marché des Etats-Unis, le docteur Gussow dit aux gens d'envoyer leurs pommes de terre à la Saskatchewan qui leur offrait un marché

avantageux. Il a ajouté qu'on n'avait pas besoin de se préoccuper autant du marché américain. Le gens dirent au docteur Gussow, dans un langage tellement clair qu'il ne pouvait tromper personne, qu'il ne connaissait pas la question; un des auditeurs lui dit que les prix de transport des pommes de terre à la Saskatchewan représentait deux fois la valeur de cet article. M. B. F. Smith, qui fut mon adversaire à la dernière élection, et qui sera tout probablement une fois encore candidat comme moi, présidait cette réunion.

Il est vrai que durant la campagne de 1911, M. Smith a proclamé le plus hautement possible que le marché domestique était tout ce dont nous avons besoin et que le marché des Etats-Unis ne valait rien; dans cette circonstance, pourtant, et on doit le féliciter grandement du fait, il a dit à la population que le marché des Etats-Unis était le seul débouché naturel pour nos pommes de terre et que nous devrions avoir ce marché, pour assurer le progrès et le bien-être qui devraient être le lot de la province du Nouveau-Brunswick. De ce jour jusqu'à présent, cette question a été exclue du domaine de la politique. C'est à cause de l'attitude des habitants de ma province, libéraux et conservateurs, que j'ai décidé de ne pas soumettre cette question à la Chambre, au cours de la présente session. J'en ai décidé ainsi, non seulement parce que je désirais promouvoir de toutes mes forces les intérêts bien entendus du peuple, mais encore parce que je croyais en la sincérité du ministre de l'Agriculture qui entendait défendre ces intérêts, et c'est en très grande partie à sa demande que je me suis abstenu de dire un mot sur cette question. Je crois que les honorables membres de la gauche ont démontré au comité que cette question intéresse vivement la population des Provinces maritimes, toute l'île du Prince-Edouard, la partie ouest du Nouveau-Brunswick et, dans une large mesure, toute la population de cette province, celle de la vallée d'Annapolis, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et celle de l'est de la province de Québec. C'est la question qui intéresse le plus notre industrie et notre commerce aujourd'hui; c'est la question qui se rattache le plus étroitement à la prospérité de cette partie du Canada que j'ai mentionnée. Elle a trop d'importance pour qu'on la mêle aux discussions politiques, et c'est à cause de l'intérêt intense que doivent porter à ce problème tous les dé-